

**Vers l'économie de marché :
des théories à la réalité**

Copyright : www.centreurope.org

Sommaire

Première partie. Les différents niveaux de la transition vers l'économie de marché

Chapitre 1. Une transformation politique, économique et sociale

- I. La période communiste et son déclin
- II. Le passage à l'économie de marché

Chapitre 2. Les firmes occidentales en Europe centrale et orientale

- I. Une nature duelle
- II. Les politiques de management

Chapitre 3. Les comportements organisationnels depuis la fin du communisme

- I. Les caractéristiques actuelles de la main-d'œuvre
- II. Le management des ressources humaines

Deuxième partie. Les réalités sociales, organisationnelles et humaines en République tchèque

Chapitre 4. Panorama économique et social de la République tchèque

- I. Les héritages
- II. L'actuelle phase de transition

Chapitre 5. Les firmes occidentales en République tchèque

- I. L'implantation en République tchèque
- II. Les pratiques de gestion de la transition

Chapitre 6. Comportements organisationnels et management des ressources humaines dans un joint-venture franco-tchèque : TESLA TV

- I. TESLA TV
- II. Les étapes de la transition en management des ressources humaines
- III. Bilan des actions menées et enseignements du cas

Table des abréviations

ACELE :	Association Centre-Européenne de Libre-Échange.
CAEM :	Conseil d'Assistance Économique Mutuelle.
CEI :	Communauté des États Indépendants.
ETS :	Économies de type soviétique.
FMI :	Fond Monétaire International.
GPAO :	Gestion de Production Assistée par Ordinateur.
GPEC :	Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences.
GRH :	Gestion des Ressources Humaines.
IDE :	Investissement Direct à l'Étranger.
Kc :	Couronne tchèque.
MRH :	Management des Ressources Humaines.
PECO :	Pays d'Europe Centrale et Orientale.
PC :	Parti Communiste.
PIB :	Produit Intérieur Brut.
PMN :	Produit Matériel Net.
URSS :	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Introduction

Affranchis de la tutelle soviétique depuis fin 1989, les pays d'Europe centrale et orientale vivent des moments décisifs de leur Histoire. En retrouvant leur souveraineté, les États et leurs gouvernements mettent en place des politiques autonomes de développement. Ainsi, l'ancienne dénomination de “ Pays de l'Est ” n'a-t-elle plus guère de portée depuis l'effondrement du bloc communiste. L'unité économique et politique ayant disparu, chaque pays connaît désormais sa propre évolution, avec des bonheurs parfois fort différents.

Si l'actualité rend incontestablement pressante la nécessité de recherches en Europe centrale et orientale, c'est au niveau de la firme que s'opèrent les changements les plus significatifs. Quarante ans de mystère sur la moitié de l'Europe avaient attisé la curiosité, mais, en définitive, les entreprises de l'ancien Bloc de l'Est étaient entrées dans l'économie de marché dans un état de délabrement général ¹. Désormais, la recherche du profit a officiellement succédé aux impératifs de production du régime communiste et le capital des firmes s'est ouvert aux investisseurs étrangers, donnant le plus souvent naissance à des joint-ventures ou à des rachats intégraux. Dans ces entités où des lacunes en termes de productivité subsistent systématiquement, les divergences d'intérêts sont doublées d'incompréhension interculturelle. Deux choix intuitifs s'offrent alors aux managers : gérer les individus selon les standards occidentaux ou bien tenir compte des caractéristiques de la main-d'œuvre locale.

Avant de suggérer des voies de réflexion par rapport à cette question centrale, il convient d'en préciser les limites. En premier lieu, il ne s'agit pas de dresser des généralités sur les firmes post-communistes, mais de s'intéresser à celles d'une zone géographique particulière, l'Europe centrale et orientale. Or, la définition précise des pays de cette zone, regroupés sous le terme générique PECO, n'est pas aisée ². L'acception la plus communément admise se limite aux anciens “ pays de l'Est ” hormis l'Allemagne de l'Est. Une acception plus large inspirée de l'Europe géographique y inclut les pays situés à l'ouest de l'Oural, c'est-à-dire la Russie et la partie occidentale de ses anciennes Républiques, mais il est ici choisi de retenir la signification restreinte du terme PECO, plus usuelle car plus homogène. Le développement sera donc consacré aux entreprises des anciens “ pays de l'Est ”, dans la limite des caractéristiques communes que présentent ces pays. L'objet d'étude est également restreint aux entreprises industrielles privées, secteur essentiel en Europe centrale.

Reprenant une position classique en management comparé, la première partie de l'ouvrage mobilise les principales connaissances et théories développées à ce jour dans trois champs distincts, qui s'intègrent selon le principe des “ poupées gigogne ” : le

¹ Ceci a éveillé des déceptions dans l'esprit des Occidentaux, qui cultivent un mythe tenace vis-à-vis des pays de l'Est.

² La Commission Européenne s'est posée de nombreuses fois cette question dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne. Selon l'article O du Traité de Maastricht : “ *Tout État européen peut demander à devenir membre de la Communauté* ”. De trop nombreuses conceptions de l'Europe s'opposant (géographique, historique, politique, économique, sociale et culturelle...), la Commission a dû finalement reconnaître dans le rapport présenté au Conseil européen de Lisbonne qu'il était impossible d'établir une liste des pays européens.

contexte économique et social, les caractéristiques des firmes et les comportements organisationnels ³.

Pour aborder le contexte économique et social, les mécanismes à l'œuvre lors de la transition sont mis en évidence grâce à une nouvelle matière à la frontière entre les sciences économiques, l'histoire et les sciences de gestion : la transitologie. Le principal débat oppose la thérapie de choc, qui prône un passage rapide et radical à l'économie de marché, au gradualisme, qui se caractérise par le caractère progressif des réformes. Dans un second temps, l'analyse porte sur les caractéristiques générales des firmes post-communistes, et notamment sur celles qui conditionnent le management des ressources humaines. Les théories traitant des partenariats internationaux sont également recensées afin d'identifier leurs particularités ainsi que les stratégies qu'ils sont susceptibles de déployer. Deux courants du management international s'opposent : d'un côté, les partisans de l'universalisme préconisent l'application des modèles occidentaux en tous temps et tous lieux ; de l'autre, diverses approches du management interculturel insistent sur l'intégration des facteurs culturels locaux dans le management des entreprises multi-nationales. Le troisième niveau s'intéresse aux comportements organisationnels. La conversion vers l'économie de marché impliquant des bouleversements qui affectent particulièrement la main-d'œuvre, deux stratégies antagonistes sont avancées pour promouvoir l'efficacité productive. La majorité des auteurs se portent en faveur du recours à un modèle occidental, en imposant des processus de gestion des ressources humaines auxquels la main-d'œuvre locale doit s'adapter, tandis que les approches spécifiques à la transition insistent sur la nécessité d'approfondir la connaissance des éléments socio-historiques relatifs aux entreprises considérées et à leur personnel.

La deuxième partie de l'ouvrage, empirique, est rigoureusement symétrique à la première, théorique (cf. figure 1). Ayant pour objet de confronter les apports théoriques à la réalité telle qu'elle s'observe en Europe centrale et orientale, plusieurs méthodes étaient envisageables. D'une part, il pouvait être tentant de chercher des réponses dans les évidences qui ressortent de l'observation. Certains auteurs se basent ainsi sur la seule opinion générale pour associer la faible implication des travailleurs aux habitudes passées ⁴. Ces présomptions, aussi fortes soient-elles, ne présentent pas les caractères d'une démonstration. La démarche recherchée ici insiste sur la composante qualitative de l'objet d'étude, mais elle ne se confond pas avec des idées sans validation. Deux manières principales coexistent alors pour améliorer la connaissance du management et des comportements organisationnels dans les économies en transition : soit recueillir un nombre élevé de données dans chaque pays d'Europe centrale et orientale pour les traiter statistiquement, soit opter pour une démarche plus qualitative qui consiste à approfondir l'étude d'un pays particulier. Dans le cas de l'approche multi-pays, pesante d'un point de vue pratique, il existe des risques de comparer des indicateurs qui ne sont pas perçus de la même manière selon les pays, ou d'aboutir à la validation ou à la réfutation des hypothèses sans améliorer la

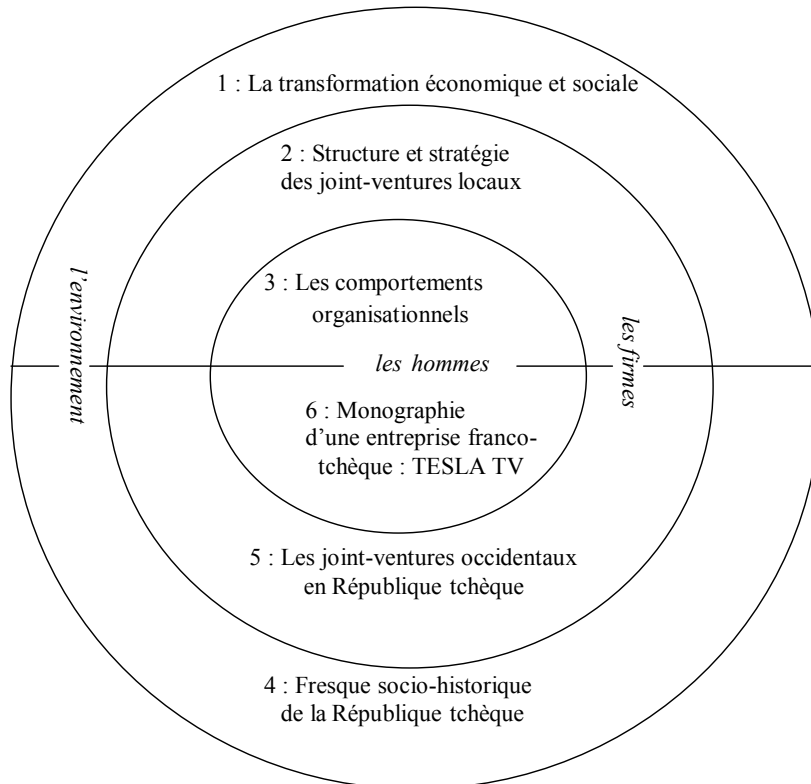
³ S'inscrivant dans une perspective inspirée de la théorie de la contingence, A.R. NEGHANDI suggère que ces trois variables forment autant de champs d'analyse affectant la structure et le fonctionnement des organisations, et partant, les pratiques de management dans un contexte interculturel.

⁴ Cette position se rattache à la philosophie " aprioriste ", fondée au XVII^e siècle par B. SPINOZA, qui établit que le comportement humain est marqué par des principes simples et intuitifs qu'il est inutile de démontrer.

compréhension des phénomènes en jeu. Compte tenu de ces éléments, la phase empirique ne porte que sur le pays d'origine des auteurs, la République tchèque. Inévitablement, des divergences apparaissent entre les observations et les théories, fondées sur des généralisations nécessairement réductrices. Les décalages mis en évidence permettent au final de proposer un certain nombre de recommandations pour le management des ressources humaines des firmes à participation étrangère en République tchèque.

Figure 1. Symétrie des deux parties

Théories pour l'Europe centrale et orientale



Réalité en République tchèque

La découverte du terrain commence par un aperçu de l'histoire des peuples et des coutumes à l'origine de la République tchèque contemporaine, l'ensemble étant abordé sous les angles économique, politique et social. La fresque socio-historique se poursuit par une approche de l'actuelle phase de transition, qui a profondément transformé le pays et sa vision de l'entreprise. Dans une deuxième étape, les entreprises locales sont analysées grâce à des informations émanant de sources publiques ou privées tchèques, de diverses institutions européennes ou mondiales, mais également de recherches directes auprès des acteurs de la transition. Les auteurs ont ainsi administré un questionnaire à quarante-neuf firmes industrielles étrangères basées en République tchèque puis mené vingt-cinq entretiens auprès de spécialistes et d'observateurs de la transition au niveau micro-économique. Décrites dans leur diversité, les pratiques de gestion recensées sont comparées aux parangons du management interculturel et du courant universaliste, puis elles aboutissent à une typologie générale. Pour analyser les comportements organisationnels, le procédé de l'étude de cas a été préféré aux questionnaires envoyés à un grand nombre d'entreprises, dans le sens où il permet de sortir des poncifs et appréhender la réalité organisationnelle dans toute sa complexité. Un long développement est donc consacré à l'étude d'une seule entreprise, TESLA TV, dans laquelle les auteurs étaient chargés de superviser le développement de la gestion des ressources humaines. La connaissance approfondie de ce joint-venture franco-tchèque et de son personnel fut essentielle pour comprendre les stratégies développées par les acteurs confrontés à l'importation de modes de gestion occidentaux. Grâce à des tests nombreux et variés, il est proposé un bilan général des principales politiques conduites durant les quatre ans de vie du joint-venture.

L'ensemble de cette deuxième partie permet en définitive de cerner les éléments clés qu'il convient de maîtriser pour exploiter au mieux le potentiel de la main-d'œuvre locale. S'inspirant de la confrontation des théories en présence aux observations et résultats empiriques, il en découle logiquement un certain nombre de recommandations concrètes en termes de management et de gestion des ressources humaines.

Première partie.

Les différents niveaux de la transition vers l'économie de marché

Faut-il appliquer dans les firmes d'Europe centrale et orientale une politique de management importée de l'Occident ou bien doit-on en élaborer une en fonction des spécificités de ses destinataires ? Répondre à cette question nécessite au préalable de comprendre le contexte dans lequel elle s'insère. Le premier chapitre analyse ainsi les changements sociétaux consécutifs à la substitution de l'économie planifiée par le capitalisme. Le second chapitre offre ensuite une vision précise de la nature et du management des firmes occidentales d'Europe centrale et orientale. Dans le troisième chapitre, l'approche théorique des comportements organisationnels dans les firmes post-communistes aboutit à la mise en évidence d'une alternative entre deux types de politiques de management des ressources humaines.

Chapitre 1. Une transformation politique, économique et sociale

“ Le marché réalise l'accord admirable entre l'intérêt et la justice ” (A. SMITH).

L'actuelle phase de transition en Europe centrale et orientale bouleverse les équilibres économiques et sociaux. La fin d'un ordre ancien ne signifiant pas forcément le début d'un ordre nouveau, la majorité des théories élaborées pour comprendre les phénomènes présents et permettre le passage à l'économie de marché s'appuient sur la connaissance de la période communiste et de son déclin.

Première partie. Les différents niveaux de la transition vers l'économie de marché
Chapitre 1. Une transformation politique, économique et sociale
Chapitre 2. Les firmes occidentales en Europe centrale et orientale
Chapitre 3. Les comportements organisationnels depuis la fin du communisme
Deuxième partie. Les réalités sociales, organisationnelles et humaines en République tchèque
Chapitre 4. Panorama économique et social de la République tchèque
Chapitre 5. Les firmes occidentales en République tchèque
Chapitre 6. Comportements organisationnels et management des ressources humaines dans un joint-venture franco-tchèque : TESLA TV

I. La période communiste et son déclin

Les principes des économies collectivistes ont été appliqués en Russie à partir de 1917 et en Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale. L'ouverture des archives et la suppression de la censure depuis fin 1989 permettent de porter un regard neuf sur cette période.

A. Les économies collectivistes des pays de l'Est

1. Les fondements du régime

Le marxisme

Pour la majorité des soviétologues, la compréhension des économies collectivistes des pays de l'Est nécessite une mise au point sur les idéologies ayant servi de fondation au régime. Le marxisme occupe à ce titre une place fondamentale. Né au milieu du XIX^e siècle en plein cœur de la Révolution industrielle des théories de K. MARX, il visait à dénoncer les effets pervers du capitalisme. K. MARX est un scientifique mais également un socialiste. Membre éminent de la Première internationale, il est militant et veut agir : “ *les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde ; il s'agit maintenant de le transformer* ”. Dans sa philosophie matérialiste de l'histoire, la lutte des classes constitue le moteur de la Révolution historique et de toutes les révolutions sociales, puisqu'elle voit s'affronter ceux qui restent attachés à d'anciens rapports sociaux de production et ceux qui veulent en instituer de nouveaux. Le marxisme est avant tout déterministe : le passage du capitalisme au communisme n'est pas seulement souhaitable, il est inévitable car inscrit dans l'histoire. Ainsi l'évolution de toute société moderne se traduit-elle par le franchissement de plusieurs étapes. Dans la première, le capitalisme s'auto-détruit du fait de la baisse tendancielle des taux de profits⁵. Le socialisme, étape intermédiaire qui en découle, se caractérise par la dictature du prolétariat et la disparition des antagonismes sociaux ; chacun y travaille selon ses compétences. L'État fort du socialisme dépérit lors de l'édification du communisme. À cet ultime stade, la société d'abondance est si développée que tous les besoins sont satisfaits et que le travail devient un facteur d'épanouissement de l'homme. Sans en proposer d'image précise, le marxisme faisait implicitement appel à une société collectiviste future que la Révolution russe d'octobre 1917 a concrétisée.

Le communisme

L'idéal communiste apparaît au Moyen Âge et peut-être même dès l'Antiquité, mais il est apolitique. Son essor politique date de la Révolution industrielle, sous l'effet des inégalités résultant du développement de la croissance économique. L'étatisme de J. FICHTE ou le socialisme de C. FOURIER offrirent des réflexions sur la société future susceptible de fournir les bases d'un nouveau système, mais c'est finalement l'utopie marxiste qui servit de référence au régime communiste russe. Cependant, le marxisme et le communisme doivent être distingués. Le premier est une théorie alors que le second est une idéologie politique, certes basée sur les travaux de K. MARX et de F. ENGELS, mais que des gouvernants tels que V.I. LÉNINE ou J. STALINE ont également influencé.

Dès les débuts du communisme en 1917 en Russie, puis à partir de 1945 dans les “ démocraties socialistes ” d'Europe de l'Est, les dirigeants affirment la caractéristique des économies collectives en substituant la planification au marché. Au niveau politique, les Constitutions, qui étaient octroyées et ne procédaient donc pas du peuple ou de la Nation, instituaient des droits et des libertés dont le caractère restait largement

⁵ Il est à noter que K. MARX prévoyait que les premières révolutions surviendraient dans les pays où la classe ouvrière était la plus nombreuse (Angleterre ou Allemagne), et non en Russie où la Révolution fut l'œuvre non pas des prolétaires mais des paysans.

formel. Le pouvoir reposait sur l'idéologie marxiste-léniniste et n'était pas limité par le droit ; il était plutôt un viatique permettant au Parti Communiste de conduire les transformations sociales visant à instaurer la société communiste. Dans la pratique, les systèmes comportaient nombre d'exceptions et de privilèges, dont profitaient abondamment les membres de la Nomenklatura. Les libertés publiques étaient réduites à leur plus simple expression : tout ce qui n'était pas explicitement autorisé était interdit. De plus, l'institutionnalisation de la délation anonyme de "voisinage" transformait chaque citoyen en un policier potentiel. Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire étaient en théorie répartis entre le gouvernement, les Conseils (dont le Soviet suprême) et les Cours de Justice mais, en fait, tous les pouvoirs revenaient au Parti. L'existence de partis d'opposition aux régimes était inconcevable ; l'idéologie, prétendue scientifique, se voulait incontestable et ne tolérait aucune alternative. Cependant, contrairement aux messages de la propagande occidentale, la plupart des penseurs prenaient à cœur le grand projet communiste, du moins jusqu'à la fin des années 1960 ⁶. Dès les années 1950, de graves problèmes dans l'application des principes de l'économie planifiée se sont rapidement faits sentir.

Le développement du socialisme en Europe de l'Est

Les démocraties populaires d'Europe de l'Est sont à la recherche d'une troisième voie entre 1945 à 1948. L'heure du choix sonne avec le plan MARSHALL, que l'URSS empêche en aidant les Partis Communistes locaux à s'emparer du pouvoir, selon la "tactique du salami" (ou tactique du saucissonnage). S'appuyant sur le KOMINFORM, successeur de l'Internationale Communiste créé en 1947, il s'agissait pour les communistes locaux d'investir les principaux postes clés du pouvoir, et tranche par tranche, d'éliminer les concurrents politiques.

À la fin des années 1940, l'URSS s'impose comme le modèle des économies de type soviétique (ETS). L'organisation des régimes des pays de l'Est est copiée sur celle de l'URSS, la plupart des réglementations étant traduites du russe et appliquées telles quelles. Ainsi, le droit tchécoslovaque se retrouve-t-il avec un encadrement strict des pratiques de la pêche marine, alors que le pays n'a pas d'accès à la mer. De même, en application de principes importés des sovkhoses du Kazakhstan, chaque famille roumaine qui exploite des terres a droit à un chameau. Cette mainmise sur la vie sociale s'étendait aux domaines économique, politique, scientifique, culturel et artistique. Elle est renforcée par la signature du Pacte de Varsovie en 1955 puis par l'édification en 1961 du Mur de Berlin, témoignage du durcissement de la Guerre Froide.

2. L'économie planifiée

Une planification centrale et administrative

Selon un principe fondamental, l'appropriation collective des moyens de production forme la base institutionnelle de l'organisation des économies socialistes, tandis que le Parti unique dirige l'État au nom du prolétariat ⁷. La planification de façon centrale et administrative, retenue comme mode unique de régulation, est mise en place par un

⁶ Les exécutions politiques à la suite de procès fabriqués touchaient autant les plus fidèles serviteurs du régime que ses opposants.

⁷ D'après N. LOWIT et T. LOWIT, l'État n'est qu'une fiction, une extension du Parti lui-même.

12 Les différents niveaux de la transition vers l'économie de marché

document ayant force de loi qui fixe les choix politiques en répartissant les ressources, les emplois et les richesses grâce à des prix déterminés. Par l'intermédiaire de plans élaborés pour un à cinq ans à différents niveaux sectoriels et régionaux, la Commission d'État au Plan réglemente les agrégats économiques, le volume et les prix de la production.

Afin de maintenir le système, le commerce extérieur restait sous le monopole de l'État. Créé en janvier 1949, le CAEM (Conseil d'Assistance Économique Mutuelle, COMECON en anglais) organisait les échanges entre l'URSS, les pays de l'Est et quelques autres pays communistes⁸. Les taux de changes étaient fixes et les importations lourdement taxées. Au sein de ce cadre rigide, chaque pays présentait une ou plusieurs spécialisations fortes, les pays de l'Est se voyant confiés des missions essentiellement industrielles⁹. En pratique, les échanges et le droit international communistes dépendaient moins des besoins ou des potentiels des pays que de leurs rapports de force respectifs. Les distributeurs de chaque pays étaient dans les faits souvent contraints à satisfaire en priorité les besoins de la Russie, sans considération pour leurs propres exportations et importations.

Le rôle des firmes

Sous le communisme, la firme n'était qu'un simple prolongement d'un appareil de pouvoir pluri-institutionnel au sommet duquel se trouvait l'État. Instrument au service de la société civile, elle constituait un des piliers du système permettant la mise en application des principes marxistes. Contrainte par la "Dictature du plan", elle se présentait davantage comme un organe d'exécution que de décision. Nature, volumes et écoulement de la production étaient en effet régulés sous la forme de plans impératifs annuels et quinquennaux dont l'inexécution était théoriquement sanctionnée de sabotage.

Les approvisionnements étaient centralisés par une administration économique spécialisée dans la fourniture et l'écoulement des marchandises. Les firmes étaient subventionnées selon leurs besoins mais la planification et l'allocation des ressources souffraient d'une mauvaise concordance. Les directeurs d'entreprises ne recevaient jamais le volume de ressources prévisionnelles demandé car, selon la théorie du "Fossé Révolutionnaire", l'ardeur des travailleurs était censée compenser leur manque de moyens par un stakhanovisme exemplaire. Or, la ruse l'emportait le plus souvent sur l'effort puisque les responsables d'entreprises surévaluaient considérablement leurs demandes, sachant qu'ils seraient moins servis. De même, par peur de manquer de biens dans l'avenir, ils commandaient un maximum de marchandises qu'ils stockaient afin de pouvoir les utiliser en temps voulu¹⁰. Les managers avaient enfin pour habitude d'accumuler d'autres stocks grâce au marché noir et à leurs relations informelles, ceux-ci servant d'échange contre les biens nécessités.

⁸ Les pays membres du CAEM étaient l'URSS, la RDA, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Albanie (qui n'a plus participé aux réunions après 1961), la Mongolie, Cuba (à partir de 1972) et le Vietnam (à partir de 1978).

⁹ Ainsi, la Hongrie produisait-elle l'ensemble des autobus destinés à approvisionner la Russie et les pays de l'Est, la Tchécoslovaquie les tramways, la Russie les wagons de métro, etc.

¹⁰ Les coûts de stockage subséquents étaient exorbitants, mais leur non-comptabilisation dans les résultats d'exploitation rendait possible cette pratique.

Les entreprises ne respectaient pas les lois et les instructions et recouraient à de multiples trucages. Elles fabriquaient souvent elles-mêmes leurs équipements, plutôt que d'attendre d'hypothétiques livraisons. La tâche majeure des responsables d'entreprises (le Secrétaire du Parti et quelques techniciens) consistait à contrôler la production réelle et à commander la quantité de matière ou de ressources qu'ils jugeaient nécessaire pour la réalisation des objectifs¹¹. Ne maîtrisant ni leur volume de production, ni leurs approvisionnements ni leurs ventes, leur marge de manœuvre se reportait sur d'autres domaines. Les "bons managers" étaient ceux qui parvenaient, à l'aide de marchandage, du marché parallèle ou par tout autre moyen, à obtenir les facteurs et les matières nécessaires à la production.

L'organisation des firmes

La plupart des entreprises du Bloc de l'Est présentaient une structure organisationnelle identique ou très similaire quels que soient leur secteur d'activité, leur taille, leurs débouchés ou leur technologie. Organisées sous la forme bureaucratique, elles se caractérisaient par une formalisation universelle, un fonctionnement de type hiérarchique et une impersonnalité des rapports humains. Le recours à la division du travail s'appuyait sur les principes du taylorisme¹². Cependant, dans les faits, les productions s'organisaient sous formes de combinats ingérables. Hautement centralisées, les recherches spécifiques à une unité devaient remonter l'ensemble des réseaux d'information. De même, le cloisonnement des productions et l'absence de mise en commun des moyens causaient de considérables doubles emplois¹³.

Les ventes n'étant pas sanctionnées par les exigences des consommateurs, les usines produisaient sans égard envers la qualité de leurs produits. Le système comptable moniste, c'est-à-dire sans distinction entre la comptabilité analytique et la comptabilité générale, fournissait de surabondantes informations en termes de calculs de coûts, ce qui empêchait d'identifier les performances de chacun et ôtait toute responsabilité aux acteurs. Non soumises à la concurrence, les firmes ne subissaient pas de pression extérieure pour améliorer leur compétitivité et des subventions automatiques assuraient leur survie¹⁴. La différenciation des produits était interdite afin de ne pas engendrer de risques d'élitisme. Nombre d'auteurs préféraient alors employer le terme de "firme" plutôt que celui d'"entreprise" pour ces unités de production gérées sans la participation des hommes et sans considération de rentabilité interne, de qualité ou de satisfaction du consommateur.

3. Les performances du régime

Une efficacité théorique contestée

¹¹ Dans les faits, seuls les plans annuels de production étaient partiellement suivis, mais ceux-ci étaient inefficaces car il fallait environ un an pour les élaborer.

¹² L'esprit de ce dernier convenait bien aux pays de l'Est, dans le sens où il défendait un projet de société visant à générer de la plus-value et à la redistribuer. V.I. LÉNINE admirait les avantages d'une organisation rationnelle du travail dans l'usine, mais il critiquait son utilisation dans les pays capitalistes.

¹³ Les usines se voulant autonomes, chacune disposait de sa chaufferie, de sa cantine, de sa bibliothèque, etc., ce qui multipliait les coûts fixes.

¹⁴ C'est ce que J. KORNAI a appelé "contrainte budgétaire molle". La firme socialiste produirait plus si elle le pouvait car elle est garantie contre la faillite, l'État comblant la différence.

14 Les différents niveaux de la transition vers l'économie de marché

En sciences économiques, un régime collectiviste se justifie lorsque le groupe dirigeant cherche à imposer de façon durable la mise en œuvre de préférences spécifiques. S'appuyant sur la négation de la propriété privée et donc du marché, les penseurs libéraux déclaraient dès 1920 impossible le fonctionnement d'une économie collectiviste. Une fameuse polémique oppose dans les années 1930 L. VON MISES à O. LANGE, qui prône alors le socialisme de marché, position intermédiaire entre le marché et la planification¹⁵. Le courant marxiste feint d'ignorer les conclusions des travaux mettant en cause l'efficacité dans la pratique des régimes communistes et une première théorisation de l'économiste soviétique E. VARGA en 1938 compare de manière démagogique le socialisme conquérant au capitalisme déclinant. Les économistes occidentaux d'inspiration marxiste parlent quant à eux de transition bloquée, de capitalisme bureaucratique ou d'État¹⁶, ou de despotisme oriental. Malgré cela, le socialisme est jugé supérieur par sa possibilité de coordonner *ex ante* les décisions micro-économiques d'investissement et le plein-emploi des facteurs de production.

Des résultats économiques controversés

Jusqu'en 1973, les pays de l'Est ont affiché un taux de croissance moyen de leur Produit matériel net (PMN)¹⁷ de plus de 5 %. De même, l'inflation, le chômage ou les déficits publics étaient des problèmes inconnus. Bien que les comparaisons avec les performances de l'Occident posaient de sérieux problèmes méthodologiques, ces performances ont pendant longtemps impressionné l'Occident¹⁸, qui bénéficiait également d'une longue période de prospérité connue sous le nom des " Trente Glorieuses ". Il apparaît cependant que les performances des pays de l'Est ont très largement été exagérées. En 1989, la CIA estimait les PIB russe et hongrois par habitant à 9230 et 6090 dollars. Quelques mois plus tard, après la chute du Mur, la Banque mondiale a constaté avec quelle ampleur les pays communistes falsifiaient leurs données économiques ; les PIB russes et hongrois par habitant ont alors été rectifiés à 1735 et 2460 dollars.

La régulation d'une économie de commandement procure l'avantage de pouvoir maîtriser la répartition des richesses mais elle s'avère excessivement lourde. De graves dysfonctionnements ont ainsi émergé du fait de quotas de production uniquement quantitatifs (et non pas qualitatifs), de la prépondérance donnée au secteur de la

¹⁵ Deux variantes du modèle de LANGE, le monopolisme d'État et le totalitarisme de marché, représentent en théorie des systèmes parfaits envisageables. Grâce à un tâtonnement à la L. WALRAS, le planificateur est censé pouvoir découvrir la structure des prix d'équilibre et réaliser l'idéal libéral de l'équilibre général.

¹⁶ Dans les années 1960, C. BETTELHEIM insiste sur la possession du pouvoir par le prolétariat, mais il s'interroge sur la possibilité de transition vers le socialisme. Il considère les Économies de Type Socialiste (ETS) comme une forme particulière du capitalisme, le capitalisme d'État.

¹⁷ Pour évaluer leur croissance, les pays socialistes ne calculaient pas le PIB ou le PNB, mais :
_ le Produit Social Global (PSG), qui est la somme de la valeur globale de la production des différentes branches, et pas seulement la valeur ajoutée. Contrairement au PIB ou au PNB, des biens peuvent être comptabilisés plusieurs fois, mais cet agrégat n'incorpore la production immatérielle (éducation, défense, services, bancaires, assurance, etc.) ;
_ le Produit Matériel Net (PMN), obtenu à partir du PSG, duquel est soustraite la valeur des consommations intermédiaires. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées des branches de la production matérielle.

¹⁸ Des auteurs tels que I. ANSOFF s'en sont même inspirés pour intégrer l'idée de planification dans la conduite des entreprises occidentales.

défense, des difficultés de l'agriculture ¹⁹, ainsi que du développement d'un secteur privé informel transformé en marché noir. Dans ces "économies de pénurie", comme le montre J. KORNAI, il était impossible de promouvoir une croissance intensive de la production et de satisfaire la demande, faute de ressources. Ceci générait, de ce fait, des activités parallèles et souterraines en marge de l'économie officielle.

Les crises du système communiste

Des lacunes évidentes se sont faites sentir en Russie dès les premières déportations, et dans les pays satellites plus fortement à partir du début des années 1950. De graves crises éclatent en Pologne et en Hongrie du fait de la précarité des logements, des excès de l'industrialisation et de la paupérisation des paysans. À ce moment, les réformes de I. NAGY en Hongrie (1953-1955) et de W. GOMULKA en Pologne (à partir de 1956) ²⁰ redonnent confiance à la paysannerie et freinent la collectivisation forcée, mais les velléités réelles d'émancipation ont alors été durement réprimées (Berlin-Est en 1953, Poznan en février 1956, Budapest en octobre 1956, Prague en août 1968...). Les volontés de modification du fonctionnement du Parti sont l'œuvre de N. KROUCHTCHEV, qui se joint entre 1956 et 1964 aux présidents hongrois et polonais dans la voie de la libération de prisonniers politiques et du dégel culturel, et de A. DUBCEK, dont la réforme de l'ensemble du système politique a conduit au "Printemps de Prague". Ce n'est qu'en 1980 que réussit la première remise en cause du principe du parti unique dans un pays de l'Est avec la formation de Solidarnosc en Pologne. Le général JARUZELSKI interdit cependant le syndicat et déclare l'état de guerre en 1981.

W. BRUZ, économiste polonais traduit dans tous les pays de l'Est, proposait en réponse aux difficultés grandissantes du fonctionnement du régime un judicieux modèle décentralisé avec un marché réglementé. A. GORZ proclamait quant à lui l'urgence de la nécessité de changer d'esprit afin d'abandonner la rationalité productiviste. De même, R. MEDVEDEV, un des économistes russes les plus renommés de l'époque, dressait un constat de l'échec et de l'absence de démocratie socialiste, mais il continuait de croire à son rétablissement et suggérait des réformes.

¹⁹ J. STALINE l'avait sacrifiée en Union Soviétique à partir de 1928 au profit de l'industrie. C'est cette ligne de conduite qui fut adoptée dans les pays de l'Est, jusqu'aux tentatives d'amélioration vers 1960.

²⁰ Dans les réformes, la Pologne a été pionnière, notamment avec le modèle de W. BRUS, puis retardataire dix ans plus tard. Les révoltes se reproduisirent à cause d'augmentations de prix en 1970, 1976 et 1980.

Le Printemps de Prague

Pendant l'année 1968, le Secrétaire du Parti Communiste tchécoslovaque A. DUBCEK et les communistes tchécoslovaques entreprennent l'instauration d'un socialisme à visage humain, qu'ils nomment " Printemps de Prague ". Ceux-ci refusant de changer de système politique comme l'intime l'URSS, les troupes du pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie le 21 août 1968 et détachent quatre-vingt mille soldats en permanence dans le pays. En signe de protestation, l'étudiant J. PALACH s'immole par le feu sur la place VENCESLAS à Prague. Cette normalisation violente, unanimement condamnée par la communauté internationale, a fortement dégradé l'image de l'Union soviétique²¹.

Les réformes du système communiste

Les réformes du système communiste des années 1960, dont l'excuse du moment était le passage à la phase intensive, partageaient toutes les mêmes objectifs : améliorer la productivité, rechercher la qualité et accélérer la croissance économique. En Allemagne de l'Est, le Nouveau Système Économique, ensuite étendu à la Tchécoslovaquie, met en place des combinats autarciques et flexibles, qui permettent la modernisation du système productif. En Russie, la réforme E. LIBERMAN de 1965 vise à développer l'initiative et l'autonomie des entreprises afin de passer d'une croissance extensive, réalisée essentiellement par l'accroissement quantitatif des moyens de production, à une croissance intensive fondée sur des gains de productivité. Dans le Nouveau Mécanisme Économique lancé en Hongrie en 1967 par J. KADAR, il s'agit de mettre en place le socialisme de marché, qui abolit la planification impérative. Tous ces programmes, dont l'objectif d'assouplissement des contraintes du plan pour les entreprises est contrarié par le conservatisme brejnevien, se concluent par un échec. La réforme Y. ANDROPOV de 1979, caractérisée par le centralisme, le retour aux principes initiaux de la planification, et le rééquilibrage entre les secteurs ne récolte pas davantage de succès. Une tentative de réforme resurgit en 1980 en Hongrie ; visant à libéraliser les prix et à légaliser les activités parallèles, elle reste en partie lettre morte. Enfin, la Perestroïka et la Glasnost²², dont la plupart des ingrédients se trouvaient déjà dans les essais précédents de réformes des pays de l'Est, devaient aider à sortir de la crise grâce à une réforme de nature principalement économique mais la primauté des appareils sur la firme rendit tout redressement significatif impossible.

L'échec des réformes apparaît en partie conjoncturel, avec par exemple la crise de 1973 qui frappe de plein fouet le Nouveau Mécanisme Économique, mais surtout structurel. Les différents changements observés ont révélé les lacunes du système et notamment l'augmentation très importante de la main-d'œuvre féminine, la croissance

²¹ Dans une correspondance qu'il entretient avec C. BETTELHEIM, P.M. SWEEZY analyse l'intervention soviétique lors du Printemps de Prague comme une preuve de faiblesse face à une crise croissante de l'ensemble du bloc. Près de vingt ans avant l'effondrement du système, il prévoyait une extinction lente mais certaine du régime communiste.

²² La *glasnost* est un mot russe qui signifie " le fait de rendre public " (le mot est couramment traduit par transparence, ce qui est une erreur). Cet objectif a été associé à la Perestroïka (reconstruction) en URSS et dans les pays de l'Est dès 1986, mais il ne parvint jamais réellement à se traduire en actes.

du capital nettement plus rapide que celle de la production²³, le surdimensionnement de l'agriculture et de l'industrie par rapport aux services, ainsi que le caractère inégalitaire de la répartition des revenus. Les réformateurs ont alors préconisé le passage à une croissance intensive basée davantage sur les progrès de la productivité des facteurs que sur la croissance du facteur capital. Avec un cadre institutionnel et des stimulants adéquats, il était supposé que le directeur d'une firme en économie planifiée pourrait se comporter de la même manière que les directeurs de firmes en économie de marché²⁴. Des motifs extra-économiques eurent également raison des réformes. Ainsi, le poids de la bureaucratie et des hiérarchies ainsi que les batailles internes au Parti furent-elles néfastes à I. NAGY, victime de suspicions et à N. KROUCHTCHEV, dont L. BREJNEV a saboté les projets. D'autre part, les réformes devaient améliorer le système sans le mettre en cause et remédier à ses dysfonctionnements sans imposer de solutions nouvelles, compte tenu de la mise à l'écart de la société civile et de l'adhésion feinte ou réelle des dirigeants au dogme de l'infaillibilité du système. Les communistes s'entourant rarement des meilleurs experts, du fait de leur méfiance vis-à-vis des spécialistes, ces tâches se sont rapidement avérées impossibles. En définitive, la faillite économique, l'essoufflement du régime, la perte de croyance dans l'idéologie marxiste et les difficultés internes de l'URSS ont entraîné l'effondrement du système. Le 9 novembre 1989, le Mur de Berlin, symbole de la " Guerre froide " édifié vingt-huit ans plus tôt, s'effondra²⁵. Dans les jours suivants naît un gigantesque mouvement d'émancipation des pays d'Europe centrale et orientale, qui se traduit par l'abandon du communisme.

B. L'abandon du communisme

1. Un bouleversement historique

Les approches historiques classiques

L'historiographie des régimes communistes s'articule autour de deux grands courants, émanant principalement des États-Unis²⁶. Dans la lignée de H. ARENDT et de R. ARON, les " totalitaristes " dressent un parallèle entre le fascisme, le nazisme et le communisme, insistant sur les conséquences de l'instauration d'une idéologie exclusive. Cette vision est remise en cause par les " anti-totalitaristes " ou " révisionnistes ", qui recherchent dans les caractéristiques spécifiques et l'Histoire de long terme des régimes communistes les raisons de leurs évolutions. À la chute du communisme, les historiens des deux courants se trouvèrent dans une impasse, car leurs interprétations ne comportaient de sens que dans la pérennité du régime. F. FUKUYAMA, universitaire et conseiller du Pentagone, développa même la thèse, pour le moins critiquée, selon laquelle l'Histoire prenait fin, dans le sens où la

²³ La croissance est dite extensive, car elle repose davantage sur l'augmentation des facteurs de production que sur leur productivité.

²⁴ Pour J. KORNAI, ces hypothèses sont celles de réformateurs naïfs (y compris lui-même en 1959) qui ne connaissent pas les conflits entre le contrôle bureaucratique indirect et le marché.

²⁵ D'autres événements tout aussi importants précédèrent la Chute du Mur : légalisation des partis d'opposition en Hongrie en janvier et février 1989, démantèlement des frontières austro-hongroises le 27 juin, victoire du syndicat Solidarité sur le Parti communiste dans les élections semi-libres de juin-juillet en Pologne...

²⁶ Les apports des historiens russes et de l'Europe de l'Est sont limités par le fait que l'histoire officielle communiste a laissé peu de place à l'Histoire, au sens occidental du terme.

suppression de l'antagonisme entre les idéologies communistes et capitalistes signifiait la victoire définitive d'un système qui était voué à se répandre dans le monde entier.

En histoire comparée, le caractère inédit du passage du capitalisme vers le communisme empêche de s'appuyer sur les enseignements d'expériences passées. Certains auteurs tentent alors de dresser des parallèles avec d'autres types de transition. J. RUPNIK considère que la connaissance de la transition du communisme vers le capitalisme à partir de 1930 en Russie et à partir de 1948 dans les pays de l'Est améliore la compréhension des bouleversements présents. D'autres historiens ou politologues s'interrogent sur les différences entre les transitions démocratiques en Amérique Latine, en Europe du Sud et en Europe de l'Est, mais ils en concluent à la difficulté des comparaisons, du fait de l'hétérogénéité des situations institutionnelles ou culturelles. L'impasse devant laquelle se trouvait les courants historiques majeurs a alors accru l'intérêt des explications dites " hétérodoxes " de la transition.

Les modèles historiques alternatifs

Pour expliquer les événements à l'Est, certains auteurs cherchent à extraire de la compréhension de l'histoire une tendance profonde qui s'imposerait à l'Humanité. Le déterminisme historique de R. BATRA se place dans cette perspective. Ce philosophe indien analyse la chute du communisme, qu'il avait prévue dès 1977, à travers une grille de lecture de l'Histoire empruntée à un autre philosophe indien selon laquelle l'Histoire résulte des rapports entre les catégories d'individus, c'est-à-dire entre les guerriers, les intellectuels, les chercheurs de profit et les travailleurs²⁷. Pour d'autres, l'Histoire s'analyse à travers la découverte de détonateurs, c'est-à-dire des générateurs des événements historiques. Les radios clandestines installées en Allemagne de l'Ouest, et notamment Radio Free Europe, auraient ainsi joué un rôle considérable dans la conquête de la liberté en Europe centrale. Les émigrés ayant rejoint l'Ouest trouvaient alors un moyen efficace de contrer la propagande des gouvernements de l'Est. La transition peut enfin être vue selon une approche systémique. Dans son application aux sciences humaines, la théorie du chaos justifie l'aspect radical de la mutation vers l'économie de marché. Composée d'alternances de ruptures et de continuité, elle s'oppose à l'idée d'évolution linéaire et prévisible²⁸. E. MORIN utilise quant à lui pour analyser l'évolution de l'URSS des raisonnements qu'il emprunte à sa méthode de la complexité. Il emploie la notion de dialogique pour désigner l'idée qu'en toutes choses humaines coexistent et se déploient des logiques diverses et irréductibles à une seule d'entre elles, ce qui permet de comprendre le fait que le capitalisme ne chasse pas le communisme, mais qu'il s'en nourrit pour finir par l'absorber.

²⁷ R. BATRA a recueilli une réelle audience aux États-Unis, mais les milieux académiques considèrent ses travaux comme une supercherie, ou au mieux les rattachent à de l'ésotérisme. Certains historiens reconnaissent néanmoins l'érudition de cet auteur, dont les thèses participent d'une autre culture et d'une autre mentalité.

²⁸ Après l'éclatement observé, la notion d'attracteurs qu'elle met en avant prévoit néanmoins pour la prochaine période une tendance à la stabilisation.

2. Une modification systémique

La transitologie

Discipline en formation à la frontière des sciences politiques et des sciences économiques, la transitologie traite des modifications systémiques caractérisant l'entrée ou la sortie de l'économie de marché. La transition y est définie comme l'accomplissement d'une déstructuration systémique, c'est-à-dire un abandon du socle institutionnel sur lequel repose le système, et comme l'étape ultime de la réforme, selon un continuum qui part de l'ajustement systémique en passant par les réformes radicales. Il y eut une première transition dès les années 1930 en URSS²⁹ et après la Seconde Guerre mondiale en Europe centrale et orientale, lorsque le communisme s'est substitué à des systèmes capitalistes plus ou moins établis selon les pays. À l'heure actuelle, les principaux travaux en transitologie s'intéressent aux conséquences de l'abandon du communisme, principalement dans l'ex-URSS et dans les pays de l'Est, à partir de la libéralisation initiée à la fin des années 1980.

Par définition, l'idée de transition requiert le passage d'un système stable à un autre. Pour satisfaire cette exigence, les transitologues postulent que l'aboutissement de l'actuelle phase de transition est connu et qu'il s'agit de l'instauration d'une économie capitaliste de marché. Sont alors élaborés des modèles économétriques ou des modèles explicatifs qualitatifs, à partir d'observations des faits historiques. Ce travail de prospective se tourne résolument vers l'action, c'est-à-dire vers la réussite de la transition³⁰, mais il est cependant critiqué car, si le point de départ des économies post-socialistes est connu, il est impossible de définir a priori leur aboutissement avec certitude.

La transition en Europe centrale et orientale : Vers des économies de type capitaliste ?

Certains spécialistes de la transition analysent les modifications systémiques actuelles sans faire référence à un quelconque futur supposé. Ainsi D. STARK estime-t-il que rien ne prouve que l'évolution des pays d'Europe centrale se caractérisera par un mouvement linéaire vers l'économie capitaliste de marché³¹. Au contraire, ceux-ci semblent suivre une voie spécifique selon un "sentier de dépendance", dans la continuité de leurs institutions et de leur Histoire. L'observation montre en effet que l'état actuel des sociétés d'Europe centrale est intermédiaire entre la redistribution socialiste et l'économie capitaliste de marché. Malgré le recours aux mécanismes de marché, le capital culturel reste une source de contrôle beaucoup plus forte que le capital économique ; les managers financiers et les gestionnaires de fond ont profité de leur position antérieure à 1989 pour subtiliser le pouvoir aux instances redistributives. Dès lors que leur position leur confère désormais un contrôle efficace sur les firmes, leur but n'est-il pas de maximiser leur pouvoir économique, plutôt que de devenir

²⁹ La transition avait déjà eu en partie lieu dans les années suivant la Révolution d'Octobre.

³⁰ Certains auteurs attribuent à la transitologie une fonction supplémentaire : par le jeu de miroir de l'analyse comparative, la connaissance des économies collectivistes permettrait une meilleure compréhension de la véritable nature des économies de marché capitalistes, dans leur diversité et leur complexité.

³¹ D. STARK, *Path dependable and privatization strategies in East-central Europe*, East European Politics and Societies, vol. 6, pp. 17-51, 1992.

propriétaires d'actions risquées ? I. SZELENY estime ainsi très improbable dans les conditions actuelles l'apparition d'une classe émergente d'actionnaires, caractéristique des sociétés capitalistes³². En conséquence, le système peut se reproduire sans jamais se diriger vers l'économie capitaliste. La particularité des modes de transferts de propriété en Europe centrale et orientale rend donc hypothétique la construction d'économies de type capitaliste. Dans ce cadre incertain, plusieurs théories économiques sont susceptibles d'aider à comprendre les transformations en cours.

3. Les interprétations économiques de la transition

Les théories néo-classiques

Avec la théorie de l'agence, la théorie des droits de propriété constitue la vision néoclassique orthodoxe de la firme. Parfois dénommée économie néo-institutionnaliste, elle s'est construite notamment pour mettre en évidence la supériorité des systèmes de propriété privée sur toutes les formes de propriété collective³³. Dans le cas de la transition vers l'économie de marché, J. SACHS estime que le transfert des droits de propriété au secteur privé crée de meilleures incitations pour renforcer l'efficacité et la discipline économique des travailleurs et des dirigeants d'entreprise³⁴. Dans ces conditions, les firmes d'Europe centrale et orientale détenues par l'État ou par des fonds de privatisation sans propriétaires définis restent fondamentalement inefficaces. Il convient alors de transformer une partie du personnel en capitalistes, les propriétaires étant les mieux à même de décider de l'affectation de leur capital et de contrôler l'utilisation qui en est faite par les gestionnaires.

La théorie évolutionniste du changement économique se place également au niveau de l'entreprise privée. Elle insiste non sur le mécanisme d'allocation des ressources mais sur le processus de découverte comme partie intégrante de l'économie de marché. J. KORNAI s'appuie sur la théorie évolutionniste pour recommander un passage progressif des pays post-communistes à l'économie de marché, afin de tenir compte de la difficulté et de la durée nécessaire d'un tel processus. Partant du principe que la firme doit être assimilée à un être vivant et en évolution, X. RICHEL ajoute que l'environnement sélectionne les meilleures entreprises, en même temps qu'il favorise la stimulation des innovations techniques et qu'il conduit à des restructurations permanentes. Les entreprises qui survivent sont confinées dans des niches, quelle que

³² I. SZELENY, *The rise of managerialism: the "new class" after the communism*, Collegium Budapest, *Institute for advanced studies*, oct. 1996.

³³ Dans la théorie classique de la concurrence, les marchés proposent des prix connus auxquels un agent économique se réfère pour ses transactions commerciales, mais dans la réalité le processus marchand est plus compliqué et coûteux. Il faut en effet trouver un client, négocier, assurer une certaine qualité de prestation, livrer la marchandise, etc. Le point de départ de la théorie des droits de propriété consiste à considérer que tout échange entre agents peut être considéré comme un échange de droits de propriété sur des objets. Les droits de propriété fournissent aux individus des incitations à créer, conserver et valoriser des actifs et la propriété directe constitue logiquement le meilleur système. Les sociétés par actions accusent alors une perte d'efficacité productive par rapport à l'entrepreneur, mais, selon la théorie, ce système reste préférable aux entreprises publiques occidentales, et *a fortiori* aux entreprises de type soviétique.

³⁴ J. SACHS, D. LIPTON, *Creating a market economy in eastern Europe : the case of Poland*, *Brookings papers on Economic activity*, n°1, p. 109-10 (t.p.a.), 1990.

soit leur stratégie d'adaptation. Selon la théorie proche de l'Écologie des populations ³⁵, les structures de l'entreprise sont presque inertes du fait d'une série de contraintes internes et externes qu'il est impossible de dépasser. Les modifications apparaissent ainsi lentes et lourdes, à cause des investissements passés, des coutumes et des jeux politiques internes.

Les théories institutionnalistes et radicales

La théorie des institutions s'interroge sur la manière dont les institutions influencent l'action individuelle ainsi que sur les résultats de l'action collective. Dans l'analyse de l'histoire de D. NORTH, les comportements des individus à l'intérieur d'un système sont conditionnés par la nature des institutions économiques ³⁶. Appliquée pour les économies en transition, la théorie des institutions postule qu'il est impossible de comprendre les entreprises post-communistes sans faire référence aux institutions de l'État et du Parti qui ont gouverné l'économie planifiée. La connaissance des institutions passées s'impose car le nouveau système ne peut remplacer instantanément l'ancien. L'objectif est alors de reconfigurer les organisations institutionnelles, devenues inadaptées à la suite du changement de système ³⁷. Dans le prolongement de la théorie des institutions, la socio-économie, nouvelle matière à la frontière entre la sociologie et l'économie, étudie les effets de pouvoir pour comprendre les mécanismes d'échanges à l'œuvre lors de la transition. Il s'agit de repenser l'économie de marché non comme un simple jeu de l'offre et de la demande mais en y intégrant les règles, les normes sociales et les organisations qui structurent toute relation marchande. B. BÜRGENMEIR, qui propose des instruments de politique économique d'inspiration socio-économique adaptés à la transition à l'Est, met notamment en valeur la mutation du sens de certains mots clés tels que le contrat, la confiance, les conventions sociales ou les institutions depuis l'effondrement du système communiste.

Bien que traitant de problématiques des sciences économiques, les théoriciens de l'École de la Régulation intègrent dans leurs analyses des éléments à la fois économiques et sociaux. Rejetant les postulats de rationalité des agents économiques, d'allocation optimale des ressources par le marché et de lois économiques abstraites et atemporelles, ils s'inspirent de l'histoire et des sciences sociales ³⁸. Leur démarche, tout d'abord limitée aux États-Unis et à l'Occident, s'étend désormais aux pays d'Europe centrale et orientale. R. BOYER explique, dans le cas de la transition en Russie, l'erreur commise par les économistes néo-classiques : “ *beaucoup ont pensé que la*

³⁵ Partant des thèses de C. DARWIN et notamment du principe de la sélection naturelle, cette théorie nie la faculté d'adaptation des entreprises en insistant sur la prépondérance de l'environnement.

³⁶ D.C. NORTH, R.P. THOMAS, *An economic theory of the growth of the western world*, The Economic History Review, vol. XXIII, n°1, 1970.

³⁷ Certains auteurs contestent les vertus explicatives de la théorie des institutions pendant les phases de transition, puisque les institutions sont à ce moment détruites. Les institutionnalistes répondent à cette objection qu'il convient de distinguer les institutions formelles des institutions informelles, ces dernières survivant généralement aux transformations systémiques.

³⁸ Sous une filiation keynésienne et marxiste doublée d'une coloration institutionnaliste, les régulationnistes proposent depuis les années 1970 une alternative aux interprétations classiques des phénomènes de croissance. Depuis le premier choc pétrolier, le mode de régulation contemporain, appelée monopoliste-fordiste, traverserait une crise de mutation entre une régulation ancienne incapable de prolonger la croissance économique et une nouvelle régulation à même de résoudre les causes profondes de la crise.

Russie pouvait, une fois dissipées les erreurs du passé, accéder aisément à l'économie de marché ”³⁹. L'auteur considère de “ l'économie-fiction ”, le fait que les conseillers du Président M. GORBATCHEV raisonnaient à partir du modèle d'équilibre général américain, alors que l'entreprise, les marchés, le régime monétaire et les relations salariales russes différaient largement de ceux en vigueur aux États-Unis. De même, plutôt que d'appliquer une grille *a priori*, J. SAPIR et B. CHAVANCE ont mis à jour ce qui était spécifique à la Russie, principalement l'entreprise verticalement intégrée et la garantie de l'emploi. À un niveau moindre, la corruption généralisée et le clientélisme des milieux politiques et d'affaires sont également considérés par ces auteurs comme des variables déterminantes qui influencent le passage à l'économie de marché.

II. Le passage à l'économie de marché

Affranchis de la tutelle soviétique, les pays d'Europe centrale et orientale ont pu recouvrer à partir de 1989 leur autonomie politique. Les principaux transitologues et les gouvernants se sont rapidement accordés sur la nécessité de substituer l'économie de marché au système de planification impérative. En revanche, les débats ne sont pas encore clos quant au rythme des mesures à appliquer.

A. La nature des réformes

1. La dimension politique

L'adoption de l'idéologie libérale

En moins de quatre mois, tous les anciens satellites à l'ouest de l'URSS ont renié l'idéologie communiste. Dès les premiers moments de la libéralisation, J. KORNAI appelait de ses vœux un abandon pur et simple de l'ancien système et non des réformes, si radicales fussent-elles : “ *Se dégager du socialisme n'est pas réformer le socialisme, de même que mettre en place un marché authentiquement libre n'est pas simuler le marché* ”⁴⁰. Dans les faits, l'idéologie marxiste-léniniste a été répudiée par les populations mais aussi par les Partis-États, comme le décrit F. FURET : “ *rien de positif ni d'utilisable ne semble subsister du communisme : pas une idée, pas une institution, pas une loi, pas un code* ”⁴¹. Pendant le communisme, l'objectif théorique de bien-être social éclipsait la nécessité d'efficacité économique. Désormais, les vertus supposées de la “ Main invisible ” font passer de l'autre côté de la barre du balancier, changement radical que J. KORNAI explique par un phénomène qu'il nomme “ effet pendulaire ”. H. BREZINSKI et M. FRITSCH dénomment cette période “ transition inverse ”, dans le sens où elle s'oppose à la philosophie marxienne qui envisage le passage du capitalisme au socialisme comme un progrès et une nécessité de l'Histoire : les événements observés constituent alors un rebroussement de l'Histoire.

Dans ces conditions, l'idée révolutionnaire de “ Troisième Voie ”, sorte de compromis entre le communisme et le capitalisme, put difficilement se diffuser.

³⁹ R. BOYER, *L'économie de la Régulation* (entretien), *Sciences Humaines*, p. 21, avril 1995.

⁴⁰ J. KORNAI, *Du socialisme au capitalisme*, Gallimard, 1990, p.16.

⁴¹ in G. DUCHENE, R. TARTARIN (sous la dir. de), *La grande transition, économie de l'après-communisme*, Éditions Cujas 1991, p. 9.

Encensée en son temps par le Général TITO, cette théorie avait été reprise en 1985, sans succès, par M. GORBACHEV pour sa *Perestroïka*. À partir de 1993, le Premier Ministre slovaque V. MECIAR s'en inspira pour sa "Vladocratie" mais les résultats économiques furent décevants et se traduisirent par une régression des libertés publiques⁴². Dans de nombreux PECO dont la Hongrie et la Pologne, les communistes, le plus souvent sous une nouvelle couleur politique, ont récupéré le pouvoir après avoir été évincé au moment des révolutions. Ce phénomène, qu'A. MICHNIK nomme "Restauration de Velours"⁴³, ne doit cependant pas masquer le fait qu'il s'agit de communistes reconvertis, contraints par les exigences du FMI ou de la Banque mondiale et dont la politique s'apparente en réalité à un libéralisme modéré.

L'insertion des PECO dans l'ordre mondial

Dans un premier temps, les PECO ont paru constituer une triple menace démographique, commerciale et politique pour l'Occident. Dès les événements de la fin de l'année 1989, M. LAVIGNE se porte favorable au maintien du CAEM, afin notamment de limiter les risques d'immigration et de concurrence accrue que causerait le redéploiement des peuples d'Europe centrale et orientale vers l'Ouest. De même, les Occidentaux craignaient que les pays de l'ancien bloc de l'Est, sur le modèle des dragons asiatiques⁴⁴, ne prennent une part dans le commerce international comparable à leur poids dans la production mondiale. En définitive, les menaces liées à la possibilité d'exode massif, à une concurrence commerciale destructrice ou à un retour des régimes autoritaires se sont révélées illusoire. Au contraire, l'émigration a été quasi-nulle, la démocratie s'est dans l'ensemble affirmée et les importations croissantes en provenance de la Russie, de la Pologne, de la Hongrie ou de la République tchèque ont permis d'améliorer les soldes des balances commerciales des principaux pays ouest-européens. Après la dissolution du COMECON en 1991, les pays d'Europe centrale et orientale ont en effet choisi de mutuellement se tourner le dos, ce qui a été appelé "syndrome COMECON". Cependant, depuis 1995, un fort renouveau des échanges entre les pays de la zone s'observe, notamment à travers des organisations régionales : Association Centre-Européenne de Libre-Échange⁴⁵, coopérations transfrontalières sur le modèle des euro-régions, zone de coopération de la Mer noire, Union des États baltes, etc.

Dès 1989, les pays occidentaux ont opté pour la voie de la coopération avec l'Europe centrale et orientale. Les besoins des PECO apparaissant tout d'abord financiers, un certain nombre de spécialistes se sont portés en faveur d'une aide inspirée du Plan Marshall (1948-51). D'autres ont recommandé l'amélioration de l'accès aux marchés de l'OCDE pour les PECO, ainsi que l'assistance sous la forme de

⁴² L'idée de "Troisième voie" n'est pas spécifique aux pays anciennement communistes en transition, elle a touché nombre de pays souhaitant réduire les excès du capitalisme. A. CAMUS et le Général De GAULLE, qui l'appelaient "association", l'ont notamment évoquée pour la France après la Deuxième Guerre mondiale.

⁴³ A. MICHNIK, *The Velvet Restoration, Transition*, vol. 2 n°6, p. 13-18, 22 mars 1996.

⁴⁴ Certains pays d'Europe centrale et orientale sont parfois nommés les "Petits Dragons".

⁴⁵ Cet exemple est le plus caractéristique de l'évolution en cours. L'accord de Visegrad, qui a été signé entre la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie en décembre 1992, a donné naissance à l'ACELE. Celui-ci prévoyait le libre-échange au niveau des produits industriels, mais son application resta longtemps limitée, avant de connaître un essor important avec l'entrée de la Slovaquie, de la Roumanie, puis de l'Estonie en son sein.

transferts de connaissances par les cabinets et experts. Dans les faits, on n'observe cependant que des demi-mesures ⁴⁶ et parfois même des réflexes protectionnistes ⁴⁷. L'intégration dans l'OTAN est néanmoins prévue pour 1999 pour la Pologne, la République tchèque et la Hongrie et des négociations en vue de l'entrée dans l'Union européenne seront menées en 1998 pour ces trois pays ainsi que pour la Slovénie et l'Estonie ⁴⁸. Lorsque l'on s'interroge sur les motifs de l'aide, l'altruisme et la solidarité européenne semblent prédominer. R. SCHUMAN avait ainsi prévu l'introduction ultérieure des pays de l'Est dès les premiers moments de la Communauté européenne : *“ Nous devons faire l'Europe non seulement dans l'intérêt des peuples libres, mais pour pouvoir y recueillir les peuples de l'Est qui, délivrés des sujétions qu'ils ont subies jusqu'à présent, nous demanderont leur adhésion et notre appui moral. ”* ⁴⁹. Certains auteurs ajoutent que l'ouverture à l'Est, l'*Ostpolitik*, constitue un revigorant considérable pour l'identité européenne ⁵⁰. J.P. FITOUSSI ne nie pas l'existence de telles raisons, mais il insiste davantage sur les intérêts bien compris de l'Union européenne à soutenir les économies des PECO. D'une part, l'énergie est le sésame du futur partenariat Est-Ouest et l'Est pourrait devenir le grenier de l'Europe. D'autre part, malgré des coûts salariaux jusqu'à trente fois plus faibles que dans certains pays de l'Union européenne, les entreprises post-communistes souffrent de tels problèmes de compétitivité qu'elles ne concurrencent que faiblement les entreprises occidentales. Bien loin de s'imposer à l'étranger, elles parviennent à peine à maintenir leurs parts de marchés sur la demande intérieure, ce qui témoigne des difficultés des économies de la zone.

2. La dimension économique

Le cadre juridique et l'ajustement macro-économique

L'édification d'un cadre juridique et politique libéral constitue une nécessité absolue pour assurer le fonctionnement de l'économie de marché et la sécurité des échanges. Sous le communisme, la propriété des moyens de production, qui n'existait que sous forme collective, était mal définie : propriété des entreprises d'État, propriété des conseils de travailleurs et des employés, propriété des conseils d'autogestion, propriété des coopératives, etc. Les gouvernements des pays d'Europe centrale et orientale ont

⁴⁶ Les moyens déployés sont principalement le fait des banques et des institutions financières. La BERD offre des aides financières, du conseil et des informations pour les PECO. La SFI, qui dépend de la Banque mondiale, finance quant à elle des opérations d'investissements privés pour la création de joint-ventures. La BEI propose également des prestations financières spécifiques aux PECO, tandis que le programme PHARE recouvre l'aide de la CEE au soutien des restructurations économiques et propose des opportunités d'affaires.

⁴⁷ L'Union européenne était protégée contre les importations en provenance des PECO jusqu'en 1997 pour les produits sidérurgiques (accord CECA), et jusqu'en 1998 et 1999 dans le textile (accords multifibres), les produits automobiles, et l'agriculture.

⁴⁸ L'Europe des vingt et un est prévue pour 2001 au plus tôt avec les Quinze plus Chypre, l'Estonie, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovénie. Après 2005, l'Union européenne pourrait comprendre vingt-sept membres avec l'introduction de la Slovaquie, de Malte, de la Lituanie, de la Lettonie, de la Roumanie et de la Bulgarie.

⁴⁹ F. SERRE (de la), C. LEQUESNE, J. RUPNIK, *L'Union européenne : ouverture à l'Est ?*, PUF, 1994, p. 7.

⁵⁰ Ainsi, selon la thèse de "l'Occident kidnappé" de M. KUNDERA, les sources de la civilisation et de la culture européenne proviennent-elles de l'Europe centrale, qui en a été privée pendant la période communiste.

désormais pour mission de répartir les droits de propriété en s'appuyant sur le retour de la propriété privée, afin de rendre possible la coordination par le marché. Le désengagement de l'État s'opère par la privatisation, tâche suprême de la transition. Selon W. ANDREFF, le système français de privatisation fournit dans l'ensemble un modèle satisfaisant pour les entreprises d'Europe centrale et orientale. Les titres des entreprises peuvent également être cédés à des groupes privés, mieux à même de diriger l'économie. En tout état de cause, la privatisation n'est pas une fin en soi ; il importe avant tout de créer des conditions favorables à la naissance d'un secteur privé composé de nouvelles entreprises.

L'expérience a montré que la transformation des anciennes institutions du régime communiste ne suffisait pas à établir une économie de marché immédiatement performante. Dans les faits, la libéralisation des économies s'est traduite par une forte baisse de la production industrielle ⁵¹, par le développement d'une inflation galopante et par la détérioration de la balance commerciale, compte tenu du manque de compétitivité des entreprises locales. Eu égard à ces excès causés par le recours brutal au marché, il convenait donc d'opérer certains ajustements macro-économiques. Pour la majorité des experts, les réformes nécessitent un programme général, cohérent et approprié, et non pas des améliorations successives qui ne font qu'accroître les déséquilibres. Reprenant l'image du vol en parapente, M. LAVIGNE explique qu'un gouffre ne peut se franchir en deux bonds. J. P. FITOUSSI ajoute que les politiques d'ajustement macroéconomique et de changements structurels requièrent une "masse critique", des négligences dans un seul secteur pouvant en contrarier le décollage.

Si la substitution de l'État par le marché constitue la version "officielle" de la réussite de la transition, certains auteurs s'y opposent cependant. Ainsi J. SAPIR souhaite-t-il le retour temporaire à une forme de planification. De même, G. M. HENRY rappelle que seuls un État fort et un régime autoritaire peuvent permettre d'atteindre, à terme, l'objectif de moins d'État. Il ajoute que l'intervention de l'État est nécessaire dans certains secteurs tels que la recherche fondamentale, où les initiatives privées sont incapables de satisfaire des investissements qui ne profitent qu'à la collectivité. En principe, la réussite des ajustements macro-économiques et le développement de la concurrence devaient faire tendre de manière naturelle les comportements vers l'efficacité, mais il est apparu dans les PECO que les ressources n'ont pas été redéployées correctement au niveau micro-économique. Des incitations supplémentaires ont donc été nécessaires.

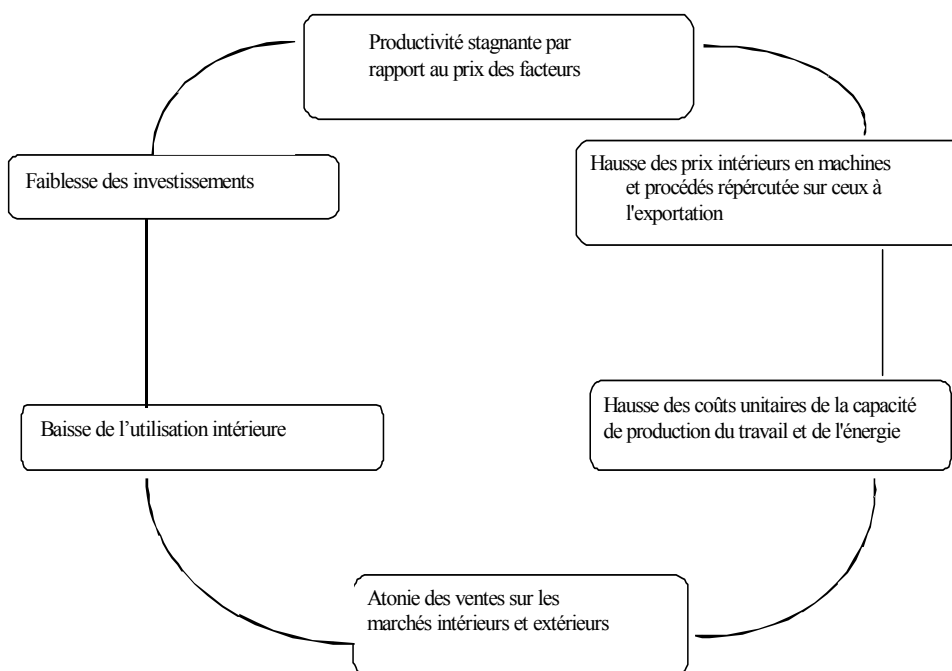
Les incitations micro-économiques

Autrefois instruments de la planification nationale, les entreprises d'Europe centrale et orientale deviennent autonomes et par conséquent soumises aux aléas du marché. Les commanditaires des réformes avaient ainsi prévu qu'en engageant les réformes macro-économiques, et notamment la privatisation des entreprises publiques, l'économie de marché s'installerait automatiquement. Dans les faits, les inerties des comportements hérités du passé ont faussé les réactions des agents aux signaux de la

⁵¹ Si le passage aux prix mondiaux a considérablement fait chuter les échanges intra-COMECON, la baisse de la production industrielle résulte également des modes de calculs retenus. Il est admis que les données de production par le passé étaient surévaluées, les responsables d'entreprise exagérant leur volume de production dans le but d'obtenir davantage de ressources. De plus, les données actuelles sont sous-évaluées, du fait de l'importance de l'économie parallèle.

politique macro-économique. Il est aujourd'hui admis que les transitologues ont surestimé les aspects macro-économiques de la transition, principalement monétaires et financiers, et négligé les aspects micro-économiques, ce qui s'en ressent sur les entreprises de la zone ⁵². La faiblesse de la productivité, explicitée dans la figure 2, agit alors sur les performances en termes de compétitivité des PECO ⁵³. Dans un classement de novembre 1994 réalisé par l'IMD (Institut International pour le Perfectionnement du Management) de Lausanne et le Forum Économique de Genève et comprenant quarante-et-un pays avancés, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne se situaient respectivement aux trente-sixième, trente-neuvième et quarante-et-unième (et dernière) places, loin des cinq premiers que sont les États-Unis, Singapour, le Japon, Hong-Kong et l'Allemagne. Pour parvenir à remplir les objectifs autant micro-économiques que macro-économiques, les réformes ne peuvent se baser sur la seule connaissance des firmes en économie planifiée ; il existe également des caractéristiques nationales ou culturelles dont les réformateurs doivent tenir compte.

Figure 2. Boucle de faible productivité



Adapté de J. PROKOPENKO (1996)

⁵² Il existe cependant des problèmes de mesure de la productivité dans la zone, du fait des écueils méthodologiques des comparaisons entre pays.

⁵³ Business Central Europe, *Why pussicats can't roar*, pp. 31-32, mai 1997.

Les aménagements des programmes selon les spécificités nationales

J. KORNAI, qui fut un des premiers à utiliser l'histoire, la sociologie et l'économie pour approfondir la connaissance des systèmes post-socialistes, nomme "barbares" les économistes qui appliquent des formules valables en tous temps et en tous lieux, au contraire d'une approche fondée sur le réalisme des hypothèses. Au-delà de l'héritage communiste commun, chaque pays d'Europe centrale ou orientale présente des caractéristiques propres. Dans leurs programmes pour les PECO, les transitologues reconnaissent ainsi que les mesures énoncées forment des principes généraux davantage que des impératifs absolus. En premier lieu, la plupart des auteurs insistent sur l'influence de l'Histoire sur les mentalités, les institutions et les environnements nationaux. J. KORNAI met ainsi en évidence une des particularités de la Hongrie, pays dans lequel la propriété privée et la liberté politique n'étaient pas totalement inexistantes. R. CHAVIGNY évoque quant à lui la spécialisation passée dans le CAEM en tant que contrainte pour la transition. Pour V. SRICA, les philosophies de gestion doivent s'adapter à la culture économique-politique profonde dans chaque pays, ce qui empêche de proposer des programmes communs pour la Russie et pour les pays d'Europe centrale et orientale.

D'autres éléments pèsent également dans le creusement des différences entre les PECO. D'une part, il est trivial de faire remarquer que les situations initiales et présentes des anciens pays de l'Est sont extrêmement hétérogènes. Pour ces raisons, les réformes en Albanie ne peuvent être similaires à celles menées en Slovénie. D'autre part, du fait des choix politiques et des atouts de chacun des pays, l'économie de marché ne les touche pas de la même manière. Ainsi est-elle responsable de milliers de fermetures d'entreprises dans l'ancienne Allemagne de l'Est mais, en revanche, sa fonction de "sélection naturelle" ne s'observe pas encore réellement en République tchèque. Enfin, selon les pays, le communisme a laissé la place au capitalisme, mais également à d'autres modes de régulation sociétaux, tels que le sentiment religieux, l'idéologie nationaliste, le clientélisme, etc. La reconnaissance de l'hétérogénéité des PECO fait donc naître des débats quant au rythme souhaitable des réformes, qui sépare les transitologues en partisans de la thérapie de choc et du gradualisme.

*B. Le rythme et l'intensité des réformes***1. La thérapie de choc***Origine et principes*

D'inspiration ultra-libérale, la théorie de la thérapie de choc préconise le remplacement de l'ancien système et des institutions passées par l'introduction sans délai et sans réserves de l'économie de marché. Elle postule qu'une fois détruites les institutions planifiées, le marché va émerger et se développer spontanément et harmonieusement⁵⁴. Afin de contourner les déséquilibres macro-économiques, O. BLANCHARD et al. proposent des prix équilibrés sur des marchés en économie ouverte, une monnaie convertible, le retour de l'économie privée, des conditions normales de concurrence ainsi que l'absence de monopole pour les entreprises d'État restantes. L'ajustement macro-économique et la fin de la bureaucratie qui s'en suivent

⁵⁴ Il est cependant nécessaire que l'inflation soit maîtrisée et que les prix puissent se fixer librement, sous l'influence indirecte des prix mondiaux.

nécessitent une thérapie de choc, c'est-à-dire des réformes fortes et rapides permettant de bénéficier de l'effet radical d'un "big-bang". La théorie de la thérapie de choc sert de fondement aux politiques menées par les principaux responsables de la Banque mondiale, du FMI, de la Réserve fédérale et du Trésor américains, ce qui lui a souvent valu l'appellation de "consensus de Washington". L'Union européenne a également élaboré un "Livre blanc" pour la transition, présentant des recommandations similaires⁵⁵.

Mise en œuvre et critiques

Des études économétriques font apparaître que les réformes se conditionnent mutuellement, ce qui plaide en faveur d'une transition rapide. De même, dans les faits, les pays ayant mis en œuvre les politiques de stabilisation macro-économique les plus massives et les plus précoces bénéficient des taux de croissance les plus forts et les plus durables⁵⁶. Le plan BALCEROWICZ, mené en Pologne à partir de janvier 1990 et inspiré par l'économiste monétariste J. SACHS, constitue une application célèbre de la thérapie du choc. Il s'en est suivi une stabilisation macro-économique brutale et une libéralisation de l'organisation économique, mais sans programme bien engagé de privatisation.

Dans la thérapie de choc, les valeurs occidentales, qui servent de modèle, sont inculquées par les Occidentaux. J. SACHS, professeur à Harvard et père de la réforme en Bolivie, en Pologne et en Russie, estime que les risques majeurs ne proviennent pas des réformes économiques qu'il juge adaptées, mais du peuple en général, à travers "ses traditions, son obscurantisme et son égoïsme". Contre ce point de vue, J.F. BAYART rétorque que les logiques sociales ne sont pas seulement les adversaires du marché, et qu'elles peuvent en être le véhicule : "Ce sont les islamistes qui ont introduit les catégories intellectuelles de l'économie dans le monde musulman. Ce sont les guérisseurs, les sorciers et les parents qui parlent de marché en Afrique centrale. Ce sont les familles de la diaspora qui unifient l'espace économique de l'Asie orientale"⁵⁷. Dans les faits, l'extension de l'économie de marché renvoie à un processus complexe et de longue durée qui ne correspond guère au credo néo-libéral. Les institutions de marché résultent en effet d'un long processus historique et non d'un "dessein", ce qui plaide en faveur de réformes progressives.

2. Le gradualisme

Des réformes progressives

Dans la politique du gradualisme, les réformes sont conduites progressivement, afin de faciliter les ajustements structurels nécessaires pour une "transition en douceur". La transition ne se conçoit pas comme le remplacement instantané d'un système par un autre, mais comme un processus où les deux logiques, en principe exclusives, coexistent et se concurrencent mutuellement. Le succès du nouveau système ne se dessine qu'à terme et n'est jamais absolu. La stratégie de long terme menée en Hongrie à partir de 1988 constitue un exemple caractéristique du gradualisme. Les autorités

⁵⁵ Ce Livre Blanc est disponible sur Internet, à l'adresse : <http://wpim.fr>.

⁵⁶ Le lien de causalité avec les choix politiques mis en œuvre n'est cependant pas prouvé.

⁵⁷ in J.-F. BAYART, *la Réinvention du Capitalisme*, Éditions Karthala, 1993, p. 42.

hongroises avaient réussi à faire accepter au FMI le principe de réformes progressives, sachant qu'elles y avaient commencé dès 1980, voire 1967.

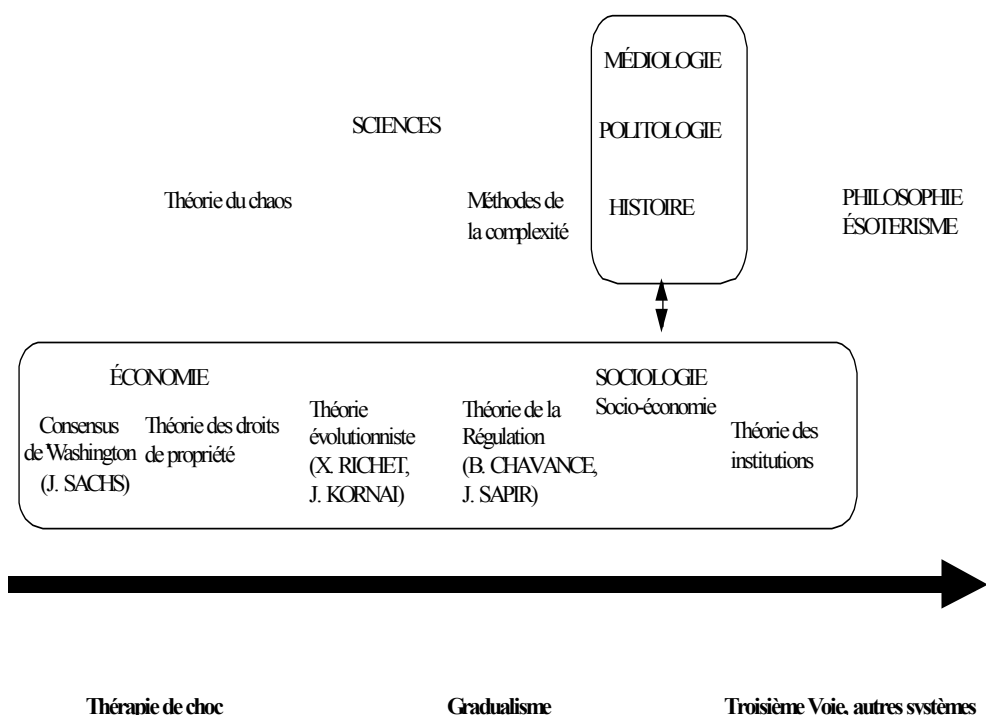
Influencé par l'approche néo-institutionnaliste et évolutionniste de F. HAYEK selon laquelle l'ordre concurrentiel permet le fonctionnement de l'économie et de la société, J. KORNAI approuve la priorité donnée au marché, mais il juge les réformes ultra-libérales prématurées. Quel que soit son degré d'accomplissement, la transition économique bouleverse les équilibres sociaux. Le système productif hérité de l'ancien système n'étant en adéquation ni avec les préférences de la population ni avec les contraintes du marché mondial, le capital perd automatiquement de sa valeur et des secteurs industriels entiers doivent se restructurer, voire disparaître. X. RICHEL se porte également en faveur du gradualisme car la rupture créée par la thérapie de choc accroît les phénomènes de rejet et les "coûts de transition" tels que le chômage ou l'inflation. En outre, les processus d'apprentissage des firmes post-communistes ne peuvent s'inscrire que dans la durée.

L'inertie des institutions et des mentalités

La transition pose le difficile problème d'inculquer à des peuples marqués par des modes de vie collectivistes la mentalité économique capitaliste. Selon J.F. BAYART, celle-ci ne se crée pas avec une politique économique mais avec un imaginaire social partagé par l'ensemble des acteurs, qui nécessite du temps et des actions en profondeur. En évoquant la réinvention du capitalisme suite à sa victoire par "K.-O. technique", il déplore le fait que les gouvernements se pressent à mettre en place l'économie de marché au lieu de s'appliquer à fonder les bases de sa formation. De trop nombreux gouvernants ont en effet négligé le facteur culturel dans la transplantation des nouvelles institutions, ce qui a occulté toute réflexion sur les méthodes de reconstruction. Le marché nécessitant des institutions et une culture des participants propices à la prise de décision, il est illusoire de croire en la constitution spontanée d'un marché autorégulateur, qui aboutit au contraire à un capitalisme exacerbé aux effets pervers multiples. En conclusion, les enseignements de la transitologie s'avèrent utiles pour le management dans le sens où ils mettent en évidence la nature des transformations de l'environnement, des institutions et des mentalités (cf. tableau 1). Pour appréhender plus précisément les firmes d'Europe centrale et orientale, il convient de s'appuyer sur des approches complémentaires, émanant du management international.

Tableau 1. Thérapie de choc et gradualisme dans les PECO

	Thérapie de choc	Gradualisme
SOCLE THÉORIQUE	Droits de propriété, monétarisme	Institutionnalisme, évolutionnisme
VARIABLE CENTRALE	L'équilibre macro-économique	Les données socio-culturelles
MOYENS INVOQUÉS	Ajuster sans délai les structures économiques dans le sens de la suppression des entraves au fonctionnement d'une économie libérale	Faire évoluer les sociétés post-communistes vers un système compatible avec l'économie de marché, compte tenu de résistances d'ordre historique ou culturel
LIEUX D'APPLICATION	Pologne (depuis 1990), Albanie, Rép. tchèque, Roumanie (depuis 1997)	Hongrie, Tchécoslovaquie (jusqu'en 1991), Roumanie (jusqu'en 1997), Bulgarie
AUTEURS PRINCIPAUX	J. SACHS, S. ESTRIN, O. BLANCHARD...	R. BOYER, B. CHAVANCE, J. KORNAI, P. MURRELL...

Figure 3. Les théories de la transition face aux applications concrètes

Bibliographie

- J. ADAM, *Why did the Socialist System Collapse in Central and Eastern Europe? The Case of Poland, the Former Czechoslovakia and Hungary*, MacMillan Press, London and Martin's Press, New York, 1995.
- W. ANDREFF, *La Crise des économies socialistes : la rupture d'un système*, Presse universitaire de Grenoble, 1993.
- A. ASLUND (sous la dir. de), *Market Socialism or the Restoration of Capitalism ?*, ICSEES, 1991.
- M. BALDASSARRI, R. MUNDELL, *Eastern Europe's transition to a market economy*, London, McMillan, 1993.
- R. BATRA, *Après le communisme le capitalisme ?*, Économica, 1990.
- J.-F. BAYART, *la Réinvention du Capitalisme*, Éditions Karthala, 1993.
- O. BLANCHARD, K.A. FROOT, J. SACHS, *The transition in eastern Europe*, Chicago, University of Chicago Press, 1994.
- M. BLEJER, M. SKREB (sous la dir. de), *Macroeconomic Stabilization in Transition Economies*, Cambridge university press, 1997.
- O. BOGOMOLOV, *Socialisme et compétitivité*, Fondation Sciences Po, 1989.
- J.-M. BRABANT (van) (sous la dir. de), *The New Eastern Europe and the World Economy*, Westview Press, 1993.
- H. BREZINSKI, M. FRITSCH (sous la dir. de), *The Economic Impact of New Firms in Post-socialist Countries*, Edward Eldgar, London, 1995.
- J.-P. BRISACIER, J.-F. PERETTI-WATEL, *Les mutations économiques à l'Est, crise et transition vers le marché*, Vuibert, 1992.
- W. BRUZ, *Histoire économique de l'Europe de l'Est (1945-1985)*, Paris, La Découverte, 1986.
- R.W. CAMPBELL (sous la dir. de), *The Postcommunist Economic Transformation: Essays in Honor of Gregory Grossman*, Boulder and Oxford, Westview Press, 1994.
- Ceducee, *Transitions économiques à l'Est (1989-1995)*, La documentation française, 1995.
- B. CHAVANCE, *Les réformes économiques à l'Est, de 1950 aux années 1990*, Nathan, 1994.
- R. CHAVIGNY, *Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale*, L'harmattan, 1996.
- S. COURTOIS, M. LAZAR, *Le communisme*, Éditions M.A., 1987.
- R. DELORME, À l'Est, du nouveau, *Changement institutionnel et transformations économiques*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- G. DUCHENE, R. TARTARIN (sous la dir. de), *La grande transition, économie de l'après-communisme*, Cujas 1991.
- J.-P. FITOUSSI (sous la dir. de), *A L'est, en Europe des économies en transition*, OFCE-PFNSP, 1990.
- F. FUKUYAMA, *La fin de l'histoire*, Fayard, 1990.
- F. FURET, *Le passé d'une illusion*, Robert Laffont, 1995.
- J.-P. GERN (sous la dir. de), *Économies en transition*, Maisonneuve et Larose, 1995.

- A. GORZ, *Adieux au prolétariat, au delà du socialisme*, Paris, Galilée, 1980.
- F.A. HAYEK, *The Road to Serfdom*, University of Chicago Press, 1944.
- G.-M. HENRY, *Émergence du capitalisme dans le pays de l'Est*, Eyrolles, 1993.
- I. JEFFRIES, *Socialist Economies and the Transition to the Market*, London, Routledge, 1993.
- J. KORNAI, *Du socialisme au capitalisme : l'exemple de la Hongrie*, Paris, Gallimard, 1990.
- M. LAVIGNE (sous la dir. de), *Capitalisme à l'Est, un accouchement difficile*, Paris, Économica, 1994.
- V.I. LÉNINE, *L'État et la Révolution*, Éditions sociales, 1917.
- E. LHOMEL, T. SCHREIBER, *L'Europe centrale et orientale*, Les Études de la Documentation française, 1996.
- N. LOWIT, T. LOWIT, *Autorité, pouvoir et organisation dans les entreprises de l'Est*, rapport du CNRS, 1975.
- D. MANDEL (sous la dir. de), *The Former 'State Socialist' World. Views From the Left*, Blackrose books, 1996.
- K. MARX, *Critique de l'économie politique*, 1859.
- M.C. MAUREL, *La transition post-collectiviste*, L'harmattan, 1994.
- R. MEDVEDEV, *De la démocratie socialiste*, Grasset, 1972.
- G. MERRITT, *Eastern Europe and USSR, the Challenge of Freedom*, Kogan, 1991.
- C. MILOSZ, *Une Autre Europe*, Gallimard, 1980.
- L. MISES (von), *Economic Calculation in the Socialist Commonwealth*, in F.A. HAYEK, *Collectivist Economic Planning*, London, Routledge and Kegan, 1935.
- A. NOVE, D.M. NUTI (sous la dir. de), *Socialist Economics, Selected Readings*, Penguin Books, Harmondsworth, 1972.
- Y. PLASSERAUD, *Les nouvelles démocraties d'Europe centrale*, Montchrestien, 1991.
- X. RICHET, *Les économies socialistes européennes. Crise et transition*, Colin, 1991.
- J. RUPNIK, *The other Europe*, Penguin, 1988.
- J. SAPIR, *Feu le système soviétique*, La découverte, 1992.
- F. SERRE (de la), C. LEQUESNE, J. RUPNIK, *L'Union européenne : ouverture à l'Est ?*, PUF, 1994.
- F. SEUROT, *Les économies socialistes et post-socialistes*, PUF, 1994.
- A. SNEJDAREC, C. MAZUROWA-CHATEAU, *La nouvelle Europe centrale*, Notre siècle, Imprimerie Nationale, 1986.
- J. STALINE, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Manuel d'économie politique de l'Académie des sciences de l'URSS, Éditions sociales, 1956.
- P. M. SWEEZY, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Cahiers libres, Paris, Éditions François Maspero, 1970.
- E. VARGA, *Deux systèmes : économie socialiste et économie capitaliste*, Paris, Éditions sociales internationales, 1938.

